



## Macron, ministre et lobbyiste pour une multinationale états-unienne?

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 11 juillet 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Transnationales](#)

L'information secoue les rédactions en France et l'opposition. Emmanuel Macron, alors qu'il était ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, a soutenu l'implantation de l'entreprise privée Uber qui tentait d'imposer une dérégulation alors que le service UberPop a été jugé illégal par la justice française. L'actuel président français est-il le VRP ou le lobbyiste pour une entreprise américaine?

Les Uber Files. *Le Monde* [titre](#): «révélations sur le deal secret entre Uber et Emmanuel Macron», précisant qu'«en 2015, Uber défie ouvertement le gouvernement français en maintenant son service UberPop, jugé illégal par la justice». Le quotidien français affirme que «des documents internes à l'entreprise, analysés par *Le Monde*, montrent comment, entre 2014 et 2016, le [ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron] a œuvré en coulisse pour la société de VTC, qui tentait d'imposer une dérégulation du marché et affrontait l'hostilité du gouvernement [français]».

A peine nommé un mois plus tôt au poste de ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron a invité dans son ministère quatre figures d'Uber: Pierre-Dimitri Gore-Coty, le directeur Europe de l'Ouest, aujourd'hui chargé d'Uber Eats; Mark MacGann, le lobbyiste en chef pour la zone Europe, Afrique, Moyen-Orient; David Plouffe, l'ancien conseiller de Barack Obama, fraîchement nommé vice-président d'Uber; et le fondateur et PDG de l'entreprise en personne, Travis Kalanick.

*Le Monde* précise que «cette rencontre restée confidentielle ne figurait pas à l'agenda d'Emmanuel Macron» et que les «Uber Files» «proviennent d'une enquête reposant sur des milliers de documents internes à Uber adressés par une source anonyme au quotidien britannique *The Guardian*, et transmis au Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et à 42 médias partenaires, dont *Le Monde*».

Lobbying validé au sommet du pouvoir. Les informations trouvées dévoilent des informations via des mails, des présentations, des comptes rendus de réunion. C'est-à-dire 124 000 documents, datés de 2013 à 2017, retracent - indique *Le Monde* - «les arcanes d'une start-up qui cherchait alors à s'implanter dans les métropoles du monde entier». Le groupe a utilisé les techniques du lobbying pour faire évoluer la loi en France à son avantage en opérant, si besoin était, dans l'illégalité.

*France Info* [rajoute](#) que «Travis Kalanick, PDG d'Uber, a rencontré Emmanuel Macron au moins quatre fois lorsque celui-ci était à Bercy». En outre, le géant du transport en véhicule de tourisme avec chauffeur (VTC) se trouvait, selon *France Info*, «dans le collimateur de la

répression des fraudes». Et, «le 13 novembre 2014, des enquêteurs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) – un service sous la tutelle du ministère de l’Economie, ont visité les locaux d’Uber à Lyon.

*France Info* affirme qu’ «Emmanuel Macron a annoncé que certaines des mesures phares souhaitées par les plateformes VTC seront adoptées par décret». Des documents indiquent, selon la cellule investigation de *Radio France* que lors d’une perquisition menée le 6 juillet 2015 par les services fiscaux au siège d’Uber France, les responsables d’Uber se vantent de pouvoir contacter en personne le ministre de l’Economie, de l’Industrie et du Numérique d’alors pour intervenir sur la perquisition.

Alexandre Quintard-Kaigre contacte Mark MacGann en l’avertissant de la visite d’agents la direction des finances publiques chez Uber: «Direction des finances publiques à l’accueil, sont une vingtaine au total». Mark MacGann demande de pouvoir les identifier pour les signaler à Emmanuel Macron: «Besoin de leur identification exacte avant SMS à [Emmanuel Macron]. Quel ministère de tutelle?». Mark MacGann signale à Alexandre Quintard-Kaigre qu’il peut «les prendre au téléphone et brandir [la menace] d’Emmanuel Macron.

La cellule investigation de *Radio France* confirme, «selon les documents que nous avons analysés», que «Mark MacGann a bien contacté Emmanuel Macron, par SMS». Même si Emmanuel Macron n’aurait pas répondu pas au lobbyiste d’Uber, laissant le fisc poursuivre son travail, les liens très étroits entre le ministre de l’Economie, de l’Industrie et du Numérique de l’époque et actuel président de la France, ont été ainsi démontrés.

Macron, ministre et lobbyiste pour une multinationale états-unienne? La présidente du groupe La France insoumise à l’Assemblée, Mathilde Panot, [accuse](#) dans un tweet le président de la République d’avoir orchestré le «pillage du pays»: «[Emmanuel] Macron ou le pillage du pays. Conseiller et ministre de François Hollande et lobbyiste pour multinationale états-unienne visant à déréguler durablement le droit du travail. Et ce même, en faisant fi des décisions de justice». Plus tard, Mathilde Panot [tweete](#), réclamant la «fin de la blague» liée aux «Uber Files», [révélant](#) une autre imbrication entre le fonctionnement du gouvernement français et les liens de l’entreprise Uber: «Donc, [Emmanuel] Macron et [Elisabeth] Borne ont choisi comme ministre du numérique, Jean-Noël Barrot, soit le frère de la directrice de communication d’Uber France?»

Uber continue son lobbying auprès du gouvernement français. Thomas Thévenoud, l’ancien Secrétaire d’Etat chargé du Commerce extérieur «fustige la relation qu’entretenait Emmanuel Macron et la plateforme de VCT américain Uber lors de son implantation en France», [fait savoir](#) *France Info*, continuant, ainsi de dérouler l’affaire des Uber Files sur la tête de l’actuel président français. L’ancien ministre et ancien député PS a affirmé ce lundi qu’ «Uber continue son action de lobbying auprès du gouvernement français», en estimant que «le président de la République actuel a été une sorte de VRP ou de lobbyiste pour une entreprise américaine qui avait décidé de faire de la conquête du marché français sa priorité».

Thomas Thévenoud met, également, en cause Elisabeth Borne qui est aujourd’hui Première ministre: «Elle ne peut pas ne pas savoir un certain nombre de choses, puisqu’elle a été ministre des Transports au moment de la loi d’orientation des mobilités». Et, il martèle ayant été ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Insertion, Elisabeth Borne connaît très bien le sujet Uber.

Lors de la déclaration de politique générale de la Première ministre, Elisabeth Borne, la députée LFI, Mathilde Panot, avait lancé: «En Macronie, l'essentiel est de simuler la démocratie pour mieux la bafouer». *Observateur Continental* [titrait](#) à cette occasion: «Elisabeth Borne, un symbole délétère de la démocratie en France?»

*Pierre Duval*

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Pierre Duval](#), [Observateur continental](#), 2022

---

Articles Par : [Pierre Duval](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)